

A la porte des Balkans

L'Allemagne veut assurer son approvisionnement, la Russie veut rétablir le grand empire russe sur les bases d'autrefois — L'attitude de l'Italie et de la Turquie reste le facteur inconnu

Paris, 26. (P.C.-Havas — Par Lucien Romier, directeur du *Figaro*). — Le sud-est de l'Europe et le Proche-Orient sont, dans le calcul des Allemands, un champ d'exploitation immédiate d'un tremplin d'où ils comptent se lancer tôt ou tard vers l'Asie; pour les ambitions russes, le domaine le plus consacré de leur impérialisme historique; en regard de l'Italie, selon la tradition de Venise, une zone en échange de privilèges à garantir par des "colonies" de peuplement. Pour les nations qui vivent sur le sol de ces pays, ce sont des patries qu'il fut long et dur de faire renaître comme Etats depuis un siècle et dont il faut défendre aujourd'hui l'indépendance d'une manière ou d'une autre.

Construire un système cohérent et durable de tout cela ne fut jamais facile. La politique allemande, délivrée de l'extrême souci que lui causaient la guerre de Finlande et la possibilité de la formation d'un front nordique, revient en hâte vers le sud-est de l'Europe et le Proche-Orient. Comme toujours, vite. Et en effet il lui faut aller vite, pour profiter de l'impression produite par le dénouement de l'affaire finlandaise sur les neutres du sud-est.

Trois préoccupations poussent l'Allemagne: contrôler et développer à son profit toutes les productions des Balkans qui lui sont nécessaires pour soutenir ses réserves de guerre pendant qu'elle essaie d'équiper la Russie: mettre à l'abri de l'intervention des alliés les voies qui, par le Danube et la Mer Noire ou par l'Ukraine, font communiquer le Reich avec les grands districts pétrolifères du Caucase et de la Russie; se procurer le loisir d'aménager un réseau économique et militaire d'où, le moment venu, avec les Soviets, elle lancerait une attaque contre les positions britanniques du Moyen-Orient afin de distraire une partie des forces des Alliés du front de l'Ouest. Pour rendre vaine la résistance des Etats balkaniques à l'accaparement de leur production par l'Allemagne, il suffit d'isoler les Balkans, des Alliés qui offrent un prix plus rémunérateur à cette production et obliger ces mêmes Etats balkaniques à démobiliser leurs forces militaires: isolés et leurs forces démobilisées, quel espoir demeurerait à leur résistance?

Pour mettre à l'abri de toute intervention éventuelle des puissances occidentales, le Bas-Danube, la Mer Noire, le Caucase, il faut contraindre la Turquie à une attitude de neutralité qui interdise le passage des détroits aux navires de guerre alliés.

Qu'il s'agisse d'isoler les Balkans ou de bluffer la Turquie, l'Allemagne ne peut le tenter seule sans étendre elle-même le théâtre de la guerre où pour le moment elle désire exploiter et se prémunir, non combattre. Il lui faut le concours des Soviets et une sorte d'agrément de l'Italie. Une conciliation des trois politiques devant ce problème est-elle pratiquement aisée?

Depuis la signature de l'accord germano-soviétique, l'action de Staline montra suffisamment qu'il prétendait entre autres buts, grâce aux chances que lui offrait la guerre européenne, ressaisir sans tarder toutes les positions de l'ancien tsarisme en Occident et en relever les ambitions traditionnelles. Cela signifie pour le sud-est de l'Europe, d'abord une menace directe sur la Bessarabie roumaine, ou plus exactement sur les bouches du Danube, puis une revendication du contrôle russe sur le passage des détroits. On se rappelle les grandes discussions des Alliés à ce sujet au début de la dernière guerre, quand Nicolas II exigeait que la question de Constantinople et des Détroits fût décidée définitivement et "conformément aux désirs séculaires de la Russie". Dès lors, le prince Troubitzkoï déclarait: "Les Détroits doivent nous appartenir. Si nous pouvons les obtenir avec la France et la Grande-Bretagne contre l'Allemagne, tant mieux. Autrement, mieux vaudra les recevoir de l'Allemagne contre eux". De fait, l'Allemagne proposait aussitôt une paix séparée à la Russie, lui offrant Constantinople et les Détroits.

Aujourd'hui, une attaque russe contre la Bessarabie, les Roumains étant résolus à se défendre, amènerait certainement l'extension de la guerre à la mer Noire: ce que les Allemands désirent le moins pour le moment. Quant à l'ambition russe sur les détroits, elle ne faciliterait pas certes les exercices de Von Papen chez les Turcs. Il semble aussi malaisé de faire endosser par l'Italie une offre des détroits à Staline, sauf par une énorme compensation qu'on n'aperçoit pas présentement. Staline se prêterait-il au plan dilatoire qui laisserait au plan d'attente le temps de stabiliser le sud-est de l'Europe à leur profit? C'est sans doute l'objet d'un nouveau marché dont la conclusion paraît retardée, le Berlin avec Moscou.

La diplomatie fasciste fit toujours une distinction radicale entre le Komintern et l'U. R. S. S. L'Etat: ce qui lui permit de varier selon les circonstances ses relations politiques avec le gouvernement des Soviets. Elle peut donc accepter toutes les offres commerciales. Ce qu'elle ne peut guère, c'est s'associer sans gages matériels substantiels immédiats à une opération risquée du gardiennage des Balkans sur le compte de l'Allemagne et de l'Union soviétique. Une fois le protectorat de ces deux derniers bien installé sur le Sud-Est, quelle marge resterait pour le développement, l'influence et les intérêts italiens? Elle consentait au risque, sans

doute exigerait-elle le partage préalable et la possibilité de réaliser sa propre part. Ce qui suppose d'ailleurs qu'elle aurait une vue arrêtée sur le sort de la future guerre.